

**CONSTRUCTION DE L'IMAGINAIRE ET ENGAGEMENT CITOYEN :
RÉSILIENCE POST-INSURRECTIONNELLE DES MOUVEMENTS CITOYENS
JEUNES ET RENFORCEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE NATIONALE**

**CONSTRUCTION OF THE IMAGINARY AND CIVIC ENGAGEMENT : POST-
INSURGENCY RESILIENCE OF YOUTH CITIZEN MOVEMENTS FOR AN
EFFECTIVE CONTRIBUTION TO STRENGTHENING NATIONAL SOCIAL
COHESION**

Miyemba LOMPO

Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou, Burkina Faso

miyembal@gmail.com

&

Natéwindé SAWADOGO

Université Thomas Sankara de Ouagadougou, Burkina Faso

natewinde.sawadogo@yahoo.fr

&

Augustin PALE

Université Joseph KI-ZERBO de Ouagadougou, Burkina Faso

paleau2000@yahoo.fr

Résumé : Le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays africains, a connu de multiples événements qui ont mis en cause sa cohésion sociale et du même coup, ont contribué à l'effritement du tissu social. Sous l'ère post-insurrectionnelle, la dégradation de la cohésion sociale du pays, inhérente aux tensions politiques, à la mal gouvernance et à l'insécurité, a atteint un niveau jamais égalé. S'inscrivant dans une démarche qualitative et se fondant sur un corpus empirique et théorique, le présent article vise à analyser la résilience des mouvements citoyens jeunes en termes de contribution citoyenne en vue de relever les nouveaux défis relatifs à la cohésion sociale nationale. Les résultats de la recherche montrent que la contribution des mouvements citoyens jeunes en matière de cohésion sociale est mise à mal par des facteurs internes et externes qui ont entaché leur image et efficacité. Ils restent toutefois des interlocuteurs crédibles et porteurs d'aspirations légitimes.

Mots clés : cohésion sociale, résilience, mouvement citoyen, politique, Burkina Faso.

Abstract : Burkina Faso, like other African countries, has experienced multiple events that have challenged its social cohesion and, at the same time, contributed to the disintegration of the social fabric. In the post-insurrection era, the deterioration of the country's social cohesion, inherent in political tensions, poor governance and insecurity, has reached an unprecedented level. Using a qualitative approach and based on an empirical and theoretical corpus, this article aims to analyse

the resilience of youth citizen movements in terms of their contribution to addressing the new challenges to national social cohesion.

The results of the research show that the contribution of youth citizen movements to social cohesion is undermined by internal and external factors that have tainted their image and effectiveness. However, they remain credible interlocutors and bearers of legitimate aspirations.

Key words: social cohesion, resilience, citizen movement, politics, Burkina Faso.

Introduction

Le Burkina Faso, à l'instar des autres pays africains, a connu de multiples événements qui ont mis en cause sa cohésion sociale et du même coup, ont contribué à l'effritement du tissu social. En effet, au cours de l'évolution de la construction de l'État-nation, il y eut un ensemble de facteurs, moteurs de tensions qui ont impacté négativement la cohésion sociale et la paix dans le pays. A la lecture de l'histoire du pays, il en résulte un baromètre de décryptage de la dégradation du vivre-ensemble (de la cohésion sociale) et de la paix qui s'articule autour des luttes de légitimité et de légalité dans les domaines politique, économique et socioculturel. Ainsi, de l'indépendance au pluralisme politique, le destin du pays a été marqué par un soulèvement populaire et une série de coups d'État (Hilgers et Mazzocchetti, 2006, p.7 ; Gorovei, 2016, p. 163) ayant engendré des pertes en vies humaines et des frustrations.

A l'ouverture démocratique à la suite du "vent de l'Est" (1991), le régime du président Compaoré a progressivement mis en place un système de domination verrouillé où les possibilités de changements démocratiques s'amenuisaient pour ses adversaires politiques (Natielse, 2013, p. 50). Cette volonté manifeste de confiscation du pouvoir politique a engendré des crimes de sang et économique et des sentiments d'injustice. Ce ressentiment des citoyens sur ce régime semi-autoritaire (Hilgers & Loada, 2013, p. 199) tacheté de crimes divers et de mal gouvernance s'est traduit par l'accroissement des tensions et des protestations qui n'a pas été sans conséquence sur la cohésion sociale nationale.

De plus, l'incorporation d'autres phénomènes dans les problèmes d'alternance politique et des crimes y relatifs a accru la dégradation de la cohésion sociale et de la paix. Au niveau local, les tensions consécutives à l'avènement de la communalisation intégrale ont engendré l'exacerbation des revendications. Il apparaît, dans cette dynamique, la problématique de la citoyenneté à travers la mise en avant des questions de légitimité traditionnelle liée à l'aristocratie et à l'autochtonie (Lompo, 2018, p. 169). Ce contexte entraîne de facto l'émergence de nombreux problèmes fonciers (Hilgers & Loada, 2013, p. 195 ; Lompo, 2018, p.174). Sur le plan socioculturel, ces tensions sociales sont nourries et entretenues entre autres par la croissance de discours clivants s'appuyant sur des idéologies politiques et religieuses violentes, l'apparition de groupes violents se réclamant religieux et la montée en puissance des systèmes d'autodéfense armés du fait de l'insécurité notamment, les braquages à mains armées, les coupeurs de route, etc.

Du reste, en dépit des réformes politiques et institutionnelles instituées à la suite des multiples révoltes, le problème d'alternance politique n'a cessé d'éprouver le tissu social. Il s'est détérioré sous la période pré-insurrectionnelle au cours de laquelle le régime avait entamé de nouvelles initiatives de réformes politiques en vue de se maintenir au pouvoir. Cette perspective d'instaurer de nouvelles institutions et des réformes politiques en particulier les tentatives de modification de la Constitution notamment l'article 37 afin de sauter le verrou de la limitation des mandats présidentiels a engendré des mouvements de contestation des partis politiques d'opposition et des Organisation de la Société Civile (OSC).

Cette période pré-insurrectionnelle a consacré l'émergence d'une autre société civile, moins formelle, plus jeune et principalement active dans les domaines de défense ou de promotion des droits humains, de la démocratie et de la citoyenneté (Hagberg et al, 2017, p. 44 ; Jacquemot, 2020, p.64). En effet, aux côtés des acteurs traditionnels de luttes, de nouveaux acteurs ont émergé ; des mouvements citoyens jeunes **qui se** sont dressés contre la modification de la Constitution qui devait permettre au Président de briguer un nouveau mandat. Ces nouveaux acteurs ont démontré une réelle capacité à influencer les questions institutionnelles, constitutionnelles et politiques (Degorce et Palé, 2018, p. 128 ; Gorovei, 2016, p.536 ; Bonnacase, 2015, p161). **Cette reconfiguration des OSC a contribué à la chute du régime à travers l'insurrection populaire de 2014 et l'échec du coup d'État du Général Diendiéré sous la transition politique.**

Cependant, si ce renouveau d'OSC en synergie avec les autres acteurs (partis politiques et syndicats) a permis l'alternance politique au Burkina Faso, la dégradation de la cohésion sociale inhérente aux tensions politiques, à la mal gouvernance, et à l'insécurité se présentent comme des nouveaux challenges à relever. En réalité, si le tissu social a été longtemps ébranlé depuis l'indépendance du pays à la transition politique, c'est sous l'ère post-insurrectionnelle que l'effritement de la cohésion sociale du pays a atteint son paroxysme.

Si plusieurs chercheurs (Dimé et al, p.54, 2021 ; Bangré, 2016, p.8 ; Awenengo-Dalberto, 2011, p.63,) se sont intéressés à la contribution des OSC à l'alternance politique en Afrique et à leur vie post-crise, la contribution des mouvements citoyens jeunes au renforcement de la cohésion sociale n'a pas fait l'objet d'investigation spécifique au Burkina Faso. Dans le cadre de la présente étude, il s'agit d'analyser la contribution citoyenne des OSC en vue de relever les nouveaux défis relatifs à la cohésion sociale nationale qui s'est dégradée du fait des problèmes d'alternance politique qu'a connus le pays et de l'insécurité.

Cet article s'inscrit dans la théorie de la structure des opportunités (Eisinger ,1973, Doug McAdam,1980) qui met en relation mouvements sociaux et champ politique. Le choix de l'inscrire dans cette théorie réside dans le fait qu'il permet à la fois d'appréhender l'influence de l'environnement en termes de contraintes et de résilience et d'apprécier la mesure de succès ou des impacts de ces mouvements citoyens jeunes en matière de renforcement de la cohésion sociale.

1. Méthodologie de recherche

L'étude s'inscrit dans une démarche qualitative. Ainsi, il a été mobilisé la technique de choix raisonné comme technique d'échantillonnage et le nombre de personnes enquêtées a été obtenu en appliquant le principe de l'hétérogénéité et de la diversité du statut des informateurs, et de la saturation. La technique du choix raisonné a permis de choisir les enquêtés à même de fournir les informations recherchées. Le principe de triangulation a été mis à contribution pour faire varier les informateurs en fonction de leur rapport aux questions traitées (Olivier de Sardan, 2003). Le constat de la saturation a été fait au bout de quinze (15) entretiens avec les profils des acteurs répartis comme suit : Responsables des mouvements citoyens jeunes (08), Présidents d'institution de jeunesse (02), Représentant de l'opposition politique (01), Ancien député, Directeur du cabinet du ministre de la réconciliation et de la cohésion sociale, ancien chef de file de l'opposition (01), Directeur général de la cohésion sociale nationale (01), Représentant du parti au pouvoir (01) et Secrétaire général des Syndicats du Burkina Faso (01).

Par ailleurs, nous avons eu recours à la revue documentaire et à l'observation directe (manifestations publiques, réunions, activités à l'université, mobilisations au moment des élections, etc.). Pour la collecte des données (qui s'est déroulée de mars à juillet 2021) un accent particulier a été mis sur les actions des mouvements des jeunes (Balai Citoyen, CAR, RAD, mouvement prendre son envol, Mouvement ça suffit et du M21)), les justifications de leur engagement et de leurs revendications en matière de bonne gouvernance, de justice sociale, d'égalité de chance, de sensibilisation des communautés en proie à l'insécurité et aux conflits communautaires, sur la nécessité de vivre ensemble qui sont des gages de cohésion sociale).

En fait, ce qui est recherché ici, c'est l'obtention de discours contrastés, l'hétérogénéité des propos des acteurs autour d'un objet d'étude. Ces discours et propos après transcription ont servi à exemplifier tel ou tel aspect mis en analyse en tenant compte des points de convergences et de divergences.

2. Résultats

2.1. *La dynamique post-insurrectionnelle des mouvements citoyens jeunes*

Le dynamisme des mouvements citoyens jeunes sous la période post-insurrectionnelle est relativement faible et est fonction d'un mouvement à un autre. Cela est lié au fait à leur proximité avec les partis politiques a impacté leur crédibilité. Les dérives sous la transition politique et les accointances avec les partis politiques et les autorités de la transition ont dégradé l'image des mouvements citoyens jeunes. En plus, les divergences entre OSC, les conflits internes et les démissions de certaines têtes pensantes ont entaché l'image et l'efficacité des mouvements. L'ensemble de ces facteurs a affecté la neutralité des actions menées et leurs capacités à construire de l'imaginaire en termes de propositions pour une contribution effective au renforcement de la cohésion sociale. En outre, les politiques ont également procédé à des pratiques officieuses de dénigrement de ces derniers. En effet, la traque des mouvements par les politiques en vue de les asphyxier à travers l'instrumentalisation et la manipulation a aussi terni l'image

des mouvements citoyens jeunes. Malgré tout, ils sont parvenus à se réinventer grâce à leur succès passé et à la sauvegarde d'une certaine crédibilité en développant des formes de résilience.

2.2. *Les contraintes externes aux mouvements entravant leur contribution à la cohésion sociale*

2.2.1. *Les dérives sous la transition politique*

La crédibilité des mouvements citoyens jeunes est fortement impactée et s'est ressentie sur leur contribution en matière de cohésion sociale. Ainsi, les mouvements citoyens jeunes se retrouvent dans une situation où il leur est difficile de porter des aspirations en matière de cohésion sociale et d'interpellation des autorités politiques sur des questions d'intérêt national.

La perte de la crédibilité remonte à la période de la Transition. En effet, plusieurs OSC sont accusées de complicité avec la Transition et de mauvaise gouvernance du fait de leur soutien aux militaires qui ont manqué d'exemplarité dans leur conduite. En réalité, le mythe d'invincibilité du régime Compaoré et l'inadaptation de l'opposition politique à l'évolution de la désintégration du régime sous l'insurrection ont conduit à la recherche d'homme de providence devant incarner les idéaux de la jeunesse et servir de rempart contre une partie de l'armée redoutée et acquise à la cause du régime déchu (RSP). En effet, sous l'insurrection, les OSC ayant contribué à la chute du régime ont favorisé la prise du pouvoir par l'armée en l'appelant à prendre ses responsabilités au regard de la situation qui prévalait à l'époque. Pour l'opinion publique notamment l'ancien parti au pouvoir, l'un des détracteurs des OSC, les mouvements citoyens jeunes sont aussi complices des présumées malversations financières et de biens mal acquis de certaines autorités de la transition, de même que l'adoption des textes discriminatoires, notamment le code électoral. Au sujet des circonstances à l'origine de l'avènement de l'armée au pouvoir et des raisons qui en ont prévalu, l'un des responsables des mouvements citoyens explique (ancien vice-président du CAR) :

« oui je confirme que ce sont les OSC qui ont porté Zida au pouvoir aux premières heures de la chute du président Compaoré et je peux vous dire que je suis de ceux-là qui tenaient sa main quand on a quitté l'état-major pour aller à la place de la révolution pour son premier discours, Zida n'arrivait même pas à marcher et ensuite au camp Guillaume. En réalité, je fais partie de ceux qui ont porté ZIDA au pouvoir parce que quand nous avons rencontré l'armée à l'état-major, quand nous avons discuté, il était celui-là qui se rapprochait des idéaux de la jeunesse ; chose que nous avons pensé utile, parce que nous avons besoin de quelqu'un en ce moment-là qui incarnait les mêmes valeurs que Thomas Sankara et dans la foulée, c'est ce qu'il a laissé paraître. Et par la fin, on s'est rendu compte que ce n'était qu'un usurpateur en réalité. Notre regret est qu'on a constaté que durant la transition beaucoup se sont adonnés à des pratiques très malsaines. Vous avez constaté avec moi qu'après le départ de Zida on parle de plusieurs milliards détournés et beaucoup de biens mal acquis ».

A cela s'ajoutent d'autres actes qui ont discrédité les OSC. L'irresponsabilité de certaines OSC sous la transition est aussi évoquée pour justifier l'incapacité de ces derniers à porter les messages de paix et du vivre ensemble. Il est reproché aux mouvements de s'être

détournés des idéaux de la jeunesse et des aspirations du peuple burkinabè en se perdant dans le confort et la corruption au regard de l'enrichissement des uns et de la vie ostentatoire des autres. Les propos du coordonnateur du mouvement ça suffit sont assez évocateurs à ce sujet :

« C'est une erreur de se tenir en octobre 2014 à la place de la révolution pour tenir les mains des militaires. Ce sont des actes qui ont discrédité. C'est un peu la perte de confiance de ce peuple envers ces mouvements qui ont conduit l'insurrection ; le fait de se perdre dans le confort et dans la corruption. Pendant la transition, certains leaders de la société civile se sont perdus dans le confort. Eux, ils avaient une vie exubérante qui était loin de leur vie que nous avons connue il y a deux ans. Ce type de comportement témoigne d'une certaine corruption. Donc, aujourd'hui, il y a des mouvements qui ne peuvent pas mobiliser grand-chose ».

L'inefficacité et l'incrédibilité des OSC en matière de contribution au renforcement de la cohésion sociale résident aussi dans la déception des populations dans le sens où la transition à laquelle ces mouvements citoyens ont activement participé n'a pas opéré des changements conséquents escomptés. En effet, en raison des pressions exercées sur la transition du fait des intérêts géopolitiques et des ambitions et des stratagèmes de la classe politique, la transition avait irrévocablement pour objectif l'organisation des élections en vue d'un retour à une vie constitutionnelle normale. Cet état de fait n'a pas permis à la transition politique d'assainir la vie économique et politique conformément aux aspirations du peuple burkinabè dans un contexte de collusion entre classe politique et monde économique. Il est aussi évoqué le caractère corrompu et partisan de la transition en faveur du pouvoir actuel (dissidence de l'ancien régime) qui s'est imposé lors des élections présidentielles post-insurrectionnelles.

2.2.2. *Les accointances entre partis politiques et mouvements citoyens jeunes*

Si la collusion entre partis politiques et OSC est un phénomène qui a toujours existé dans la vie politique du pays, il est évident que dans le contexte particulier de l'insurrection populaire, la création des OSC par les partis politiques a nui à la crédibilité des mouvements citoyens jeunes qui se veulent apolitiques. Autrefois, la création des OSC n'était pas fortement de l'émanation des partis politiques. Ces derniers procédaient à leur récupération pour la mobilisation de l'électorat et la défense de certaines décisions politiques impopulaires. Sous la période pré-insurrectionnelle, la création des mouvements citoyens du fait de l'initiative des partis politiques a porté préjudice à l'efficacité de l'ensemble des mouvements à mener des actions citoyennes en termes de renforcement de la cohésion sociale sans subir des critiques acerbes. Certains mouvements ont été des instruments politiques de mobilisation et de combat entre partis et au sein même d'un parti en raison des positionnements de leadership. A ce sujet, le président du conseil national de la jeunesse soutient que certaines OSC ne s'affichent plus en ce qu'elles ont été créées par des politiques et/ou des hommes d'affaires qui sont devenus des ministres ou occupent de hautes fonctions dans la sphère politique. En tant que instruments acquis à la cause de ces derniers, ces mouvements jeunes ne peuvent plus faire de la veille citoyenne.

Toutefois, les ressentiments à l'encontre des OSC se sont renforcés à la suite des révélations de création de certains mouvements par les autorités politiques actuelles du

pays. Ainsi, l'ancien parti au pouvoir qui considère l'ensemble des mouvements émergés en prélude à l'insurrection populaire comme un cancer social estime que les OSC ont faussé l'équilibre des forces qui composaient le Conseil national de la transition (CNT). Pour ces derniers, les aveux de certains leaders des mouvements citoyens jeunes constituent une preuve de remise en cause de tout le travail du CNT en ce que l'équilibre des forces sociales et politiques constitutives à la dissolution de l'Assemblée Nationale. Le Président du CAR avoue :

« C'est une triste réalité, ça c'est vrai parce qu'il faut l'admettre, le CAR a été créé au sein du MPP, il faut le dire. Au départ, c'était une organisation qui était très partisane, qui venait pour calmer les ardeurs d'autres organisations comme le Balai citoyen parce que les gens pensaient que le Balai était pro UPC voilà, donc il fallait maintenant aussi créer une organisation qui allait venir contrebalancer le poids du BALAI qui à un moment donné pesait plus au niveau de l'opposition que dans les autres partis, voilà Comment ça a été fait ».

Il est aussi reproché aux OSC d'être à l'origine de la situation sécuritaire du fait de leur participation à la chute de l'ex-régime.

2.2.3. *La traque des mouvements par les partis politiques*

Sous la période post-insurrectionnelle, les mouvements citoyens font face à deux fronts notamment l'ancien parti au pouvoir (CDP) en raison de leur participation à la chute du régime et l'actuel parti au pouvoir (MPP) du fait des potentielles menaces à la stabilité de son pouvoir dans un contexte national plein de défis. Si les mouvements citoyens avaient pour seul détracteur l'ancien parti au pouvoir, sous l'ère post-insurrectionnelle, ils ont essuyé des attaques des leaders du parti au pouvoir, leur partenaire d'hier dans la lutte contre l'ex-régime. Les causes de la traque des OSC reposent sur le changement de posture et, les tentatives d'émancipation des OSC créées par des hommes politiques (pro-MPP) et le refus de participation au gouvernement du MPP par les OSC moins partisans. Dans ces conditions, l'ensemble des mouvements est aujourd'hui perçu comme une menace pour la stabilité du régime.

La crise entre le pouvoir actuel et les mouvements citoyens est liée en partie à la désillusion et au sentiment d'avoir servi d'instruments pour la conquête du pouvoir. Cette crise s'explique aussi par le sentiment de la continuité de l'ancien régime perçu à travers le manque de réformes, et les libérations de personnes condamnées dans le cadre du putsch.

L'opposition soutient que nombre d'OSC sont dans des situations inconfortables dans la mesure où, par naïveté du jeu politique, elles avaient pensé qu'elles seront associées à la gestion d'un pouvoir d'Etat. Effectivement, en ce qui concerne les mouvements citoyens jeunes qui ont eu des connivences avec les politiques, leur changement de posture est lié aux frustrations nées des promesses non tenues et de la volonté de s'émanciper du parti

au pouvoir. La traque des leaders de ces mouvements autrefois acquis à la cause des autorités politiques actuelles se justifie par leurs ambitions politiques et les tentatives de dénonciation des dérives des autorités politiques. Les propos de ce responsable d'un mouvement de jeunes sont assez illustratifs au sujet des promesses non tenues et des frustrations y relatives :

« En ce qui concerne S. L, c'est dû au fait qu'il y avait un problème de promesses non tenues, parce qu'elle voulait la chambre de commerce et Salif Diallo a préféré mettre son élément ; le président KABORE n'a pas pu défendre son cas ; donc du coup, elle était remontée ; après, il y a eu le gouvernement et elle n'avait pas son mot à dire, il y a eu cette rivalité entre elle et S. S, donc du coup, elle a estimé que le président a fait le choix de S.S. Ce sont toutes ces frustrations qui l'ont amené à poser des actions qui l'ont amenée en prison ».

2.2.4. *Les allégations d'escroqueries et l'attachement aux autorités de la transition*

Nanties de plusieurs années d'expérience en matière de vie politique, les autorités actuelles s'étaient montrées assez subtiles dans la collaboration avec les mouvements citoyens jeunes. Très averties sur les questions politiques, les stratégies de traque de ces derniers se sont structurées autour d'un certain nombre de pièges en amont de l'insurrection et durant la transition politique. Il a consisté à piéger les OSC en profitant de la misère des uns, de la naïveté et du manque de formation idéologique des autres en les soutenant financièrement dans l'organisation de l'insurrection populaire et dans la lutte contre le coup d'Etat. D'autres formes de récompenses ont été servies aux OSCA en guise de reconnaissance pour les efforts consentis lors de ces événements en qualité de partenaires de lutte pour les aspirations de la jeunesse et du peuple burkinabè. De nos jours, les divers soutiens financiers et matériels des politiques se sont retournés contre certains mouvements citoyens jeunes. Les politiques en profitent pour les discréditer en les accusant d'escroquerie.

Par ailleurs, l'attachement aux autorités de la transition et la volonté de s'affranchir du MPP, parti au pouvoir ont été perçus comme une trahison et une menace par les autorités politiques actuelles.

2.2.5. *Le refus de participation au gouvernement du MPP*

A l'issue des élections post-insurrectionnelles, le parti au pouvoir, dans une logique de reconnaissance ou dans une perspective de piéger les mouvements citoyens jeunes et autres OSC, avait procédé à une large consultation en vue de la formation d'un gouvernement d'ouverture et d'union nationale. A cet effet, certains mouvements (Balai citoyens et syndicats) qui jouissaient d'une certaine notoriété ont été approchés pour participer au gouvernement. Au regard de leurs objectifs qui sont de faire de la veille citoyenne et de la crainte éventuelle de perdre leur crédibilité, les OSC ont décliné l'offre. Le refus de participer à la gestion des affaires publiques a offusqué les nouvelles autorités politiques qui se sont dressées en adversaires.

C'est dans ces conditions que les mouvements citoyens se sont retrouvés à gérer deux fronts : les hommes politiques de l'ancien régime qui leur en veulent pour leur participation à l'insurrection populaire qui a eu raison de l'ex-président et de l'échec du

coup d'Etat de septembre 2015, et par le parti au pouvoir (MPP) pour ses velléités de discréditer les OSC à travers l'achat de certains membres. Lors de l'organisation des manifestations des OSC, il est procédé à la diffusion d'informations erronées et des diatribes en vue de disloquer les cellules de veille des mouvements afin d'affaiblir leurs capacités de mobilisation. Il est aussi initié des tentatives de corruption de certains membres des mouvements qui organisent des conférences de presse à des fins de dislocation des mouvements citoyens jeunes.

2.3. Les facteurs endogènes obstacles à la contribution au renforcement de la cohésion sociale

2.3.1. Les divergences entre OSC et les conflits internes

Les divergences entre OSC et les conflits internes du fait des problèmes de leadership, de l'opacité de la gestion des fonds et des manœuvres politiques ont fortement dégradé la crédibilité et réduit l'efficacité des OSC. Ainsi, en mal de mobilisation, elles rencontrent des difficultés à contribuer à la cohésion sociale à travers des actions citoyennes. L'incohérence des positions des mouvements citoyens jeunes lors de la mise en place du Conseil national de transition (CNT) a suscité beaucoup d'interrogations sur le patriotisme et l'esprit de veille citoyenne de certaines OSC. Ces divergences liées au manque de consensus sur les modalités de participation notamment la gratuité de leur participation au CNT et les problèmes émergés dans la désignation des députés ont terni leur image.

De même, les distensions observées entre OSC dès la prise du pouvoir par le MPP et les conflits entre leaders des mouvements en raison des agendas cachés ont contribué à dégrader leur crédibilité au sein de la population.

Les divergences de vues et les conflits de leadership entre OSC ont révélé à la fois l'immaturité, le manque de formation idéologique et de patriotisme. Ils ont mis à nu leur incapacité à mobiliser et à promouvoir la cohésion sociale dans la mesure où elles ont perdu la confiance de la population. L'impartialité des actions et les prises de positions partisans ont démontré que certains mouvements jeunes ont été créés dans un esprit mercantile en se posant en instrument de propagande politique. En effet, pendant que la situation nationale exigeait d'eux un sens de sacrifice et d'objectivité, voire de neutralité, certaines d'OSC n'ont pas su être à la hauteur des attentes de la population, engendrant alors la perte de confiance et le manque de crédit.

2.3.2. Les démissions : source d'incrédibilité

La démission de certains leaders des mouvements a posé un double problème en termes de construction de l'imaginaire et de neutralité pour une contribution effective au renforcement de la cohésion sociale. Il est enregistré deux types de démissions. Dans les mouvements jeunes créés par les politiques et/ou pro-MPP, il est enregistré plusieurs

vagues de démission. Les premières démissions au sein de ces mouvements sont liées aux pressions des autorités politiques qui ont usé de tous les moyens pour les démanteler. Les secondes vagues de démissions enregistrées sont dues à des problèmes de leadership et d'opacité dans la gestion des fonds liés aux différentes formes de corruption et d'achat des membres.

En effet, il est relevé que des programmes d'activités ont été présentés à des autorités politiques qui ont contribué à des fortes sommes dont les bilans ne sont pas connus. Il est également reproché à certains leaders des comportements antidémocratiques du fait des prises de décisions arbitraires. Les dissidences ont engendré la création de nouvelles OSC. L'autre type de démissions ou du départ au sein des mouvements est né de l'initiative des activistes qui nourrissent des ambitions politiques ou ont d'autres intérêts personnels. Pour le Secrétariat général des syndicats du Burkina Faso, les malversations et autres dérives ne sont pas seulement le fait des mouvements des jeunes. Elles sont à la fois dans la sphère économique et dans le monde de la veille citoyenne et syndicale. Cependant, au sein des mouvements, le nomadisme de certains leaders en politique est perçu comme une forme de résilience de la jeunesse face aux problèmes de gouvernance. A cet effet, les stratégies de résilience ont consisté en la création des partis politiques et l'engagement dans l'activisme politique. L'engagement social bien qu'il soit pertinent reste une forme alternative de participation à la gestion des affaires publiques qui ne résout pas encore le problème de participation de la jeunesse à la gouvernance notamment en matière de prévention des crises et du recouvrement du vivre ensemble. Il faut remarquer que la frontière entre la société civile et la politique est souvent ténue. En témoigne le Directeur Général de la cohésion sociale qui pointe du doigt le problème de neutralité et de crédibilité des membres de ces mouvements:

« Au niveau des mouvements, comme le balai citoyen, où on nous dit de ne pas faire l'amalgame entre balai citoyen et le mouvement SENS, le parti politique créé par des anciens leaders du balai citoyen ; il est difficile de voir que les anciens dirigeants, des portes paroles du balai citoyen ont mué en parti politique et même si on voit ça, ça joue sur leur crédibilité. Ce qu'ils disent et leur comportement laissent croire le contraire ».

A contrario, l'ancien président du CAR, aujourd'hui président d'honneur dudit mouvement et qui a par ailleurs rejoint un parti politique récemment créé par les autorités de la transition, affirme : « Pour moi, entre la société civile et la politique, c'est juste un pas. Comme on le dit, on a été toujours politique, seulement qu'on n'a pas été totalement dedans, c'est un pied ici et un autre pied là. Les organisations de la société civile ont toujours dansé sur le théâtre politique ».

2.4. La résilience des mouvements citoyens jeunes en matière de mobilisation des acteurs

Les stratégies de résilience des mouvements citoyens jeunes ont consisté au renforcement de leur représentativité nationale et leur internationalisation à travers l'affiliation à des réseaux d'activistes d'Afrique et de la diaspora. A l'image des partis politiques, les mouvements citoyens se sont évertués à s'implanter dans les différentes régions du pays à travers la mise en place des cellules de veille. En prélude à l'insurrection

populaire et, durant la transition, l'ensemble des mouvements nés à la capitale politique du pays a progressivement renforcé son maillage du territoire national. Leur représentativité s'est montrée efficace à travers leur participation effective à la mobilisation de la jeunesse lors du coup d'Etat du Général Diendiéré. Sous l'ère post-insurrectionnelle, les stratégies de mobilisation et d'interpellation sur les questions de cohésion sociale et de gouvernance se sont recentrées sur les conférences de presse et les campagnes de proximité au niveau des chancelleries, auprès des leaders locaux et des interactions sur les réseaux sociaux.

Outre le maillage territorial, ils ont aussi procédé à la création de coalitions nationales en fonction des conjonctures politiques et sociales nationales. L'autre forme de résilience se rapporte à la réconciliation des leaders des mouvements en vue de redorer l'image des mouvements afin de conduire des actions de sensibilisation sur le vivre ensemble et l'unité nationale. Quant à l'internationalisation de certains mouvements, il a consisté en la mise en place des représentations au sein de la diaspora burkinabè et de créer des alliances avec d'autres mouvements citoyens à l'extérieur.

En dépit des facteurs exogènes et internes aux mouvements qui ont écorché leur image, certains mouvements se targuent d'une certaine capacité de mobilisation des populations en raison de la crédibilité sauvegardée. Ils estiment avoir préservé un minimum de dignité et d'intégrité. Cependant, force est de constater qu'il est aujourd'hui difficile de mobiliser les Burkinabè à cause de la déception des uns et des autres vis-à-vis des politiques et des OSC. L'engouement n'est plus le même qu'en amont de l'insurrection et sous la transition car la déception actuelle des populations est grande. En effet, le désenchantement s'explique par le sentiment du Burkinabè lambda de s'être battu pour rien aux côtés des OSC qui n'ont pas œuvré à opérer les réformes escomptées suivant les aspirations du peuple et, du régime actuel qui a brisé le rêve autour du slogan d'un Burkina Faso où « plus rien ne sera comme avant ». Il est reproché à l'ensemble des acteurs politiques et des mouvements citoyens de n'avoir pas su se saisir de l'opportunité pour instaurer de profondes réformes au profit du peuple. Pire, l'on est au regret de constater que la situation tombe de Charybde en Scylla dans bien de domaines dont entre autres : la sécurité, la gouvernance, le vivre ensemble, etc.

De la transition à nos jours, l'évolution de la situation nationale sur plusieurs plans suscite des interrogations sur les bénéfices de l'insurrection d'octobre 2014. C'est en cela que certains citoyens ont toujours clamé que cette insurrection populaire a été partielle et d'autres soutiennent que les efforts de cette révolution inachevée ont été bradés à des hommes à court d'inspirations pour la construction d'un Burkina Faso meilleur.

2.5. Les stratégies de mobilisation des ressources financières

La résilience des mouvements citoyens jeunes en matière de mobilisation de fonds a consisté à se détourner des soutiens politiques et à se saisir d'autres opportunités. Il s'est agi aussi de mettre en valeur les crédits liés à leur triomphe sur le régime passé afin de diversifier les sources de financement. Les mouvements se saisissent des opportunités et

mettent à profit leurs atouts pour la mobilisation des ressources afin de mener des actions qui s'inscrivent dans le processus de construction du vivre ensemble et de la veille citoyenne au Burkina Faso. Le succès d'antan des mouvements citoyens en est un précieux levier. En effet, l'alternance politique et l'échec du coup d'Etat leur sont fortement imputés. De ce fait, quoi qu'on dise, ils jouissent d'une certaine crédibilité auprès de certains acteurs institutionnels et individuels. La crédibilité générée par ce succès passé constitue le socle de la mobilisation des fonds auprès des partenaires financiers, des personnes physiques et morales. Les mouvements citoyens bénéficient de deux types de financements provenant de diverses sources : fonds endogènes et fonds externes.

Les fonds endogènes se constituent à travers les cotisations des membres des mouvements, les dons des nationaux et d'expatriés tandis que les fonds externes s'alimentent des dons de la diaspora burkinabè, de réseaux africains d'activistes et d'ONG internationales.

Si de l'insurrection à la transition, certains mouvements citoyens s'alimentaient aussi des fonds des politiques, de nos jours, cette source a tari au regard des conséquences liées à ce type de financement sur leur crédibilité. Toutefois, en fonction de leur notoriété, les mouvements citoyens ne sont pas logés à la même enseigne en termes de capacités de mobilisation des fonds.

L'opposition politique soutient que les fonds endogènes de nombre de mouvements citoyens proviennent essentiellement de la corruption du système étatique et d'autres financements occultes. Il faut noter qu'il n'existe pas de mécanisme formel de financement des mouvements citoyens jeunes. Le mécanisme existant concerne exclusivement les OSC reconnues d'utilité publique.

2.6. Les impacts des mouvements citoyens jeunes en matière de cohésion sociale

Au Burkina Faso, l'effritement du tissu social est inhérent aux tensions politiques, à la mal gouvernance et à l'insécurité qui se présentent de nos jours comme de nouveaux défis à relever. L'analyse de l'impact des mouvements citoyens jeunes en termes de contribution citoyenne en matière de cohésion sociale s'articule autour de leurs influences sur les questions liées à la mal gouvernance (inégalités sociales et détournement des deniers publics) et l'insécurité (émergence du terrorisme se nourrissant des conflits latents au sein des communautés et mouvements d'auto-défenses armés développés au sein des communautés).

Les impacts des mouvements citoyens jeunes en matière de bonne gouvernance en vue de la restauration de la cohésion sociale sont fonction du contexte politique. Ainsi, quand le système politique est semi-dictatorial, les mouvements adoptent des stratégies de confrontation (occupations de sites, désobéissance civile, manifestations, etc.) avec l'État comme ce fut le cas sous le régime précédent. Dans le cadre d'un système politique démocratique, ouvert, comme c'est le cas actuel au Burkina Faso, il en résulte des stratégies qui consistent pour les mouvements citoyens à saisir des institutions en place en vue de faire valoir leurs positions sur bien d'aspects et d'interpeler le Gouvernement sur la nécessité de renforcer le vivre ensemble. Ainsi, tant bien que mal, les mouvements citoyens arrivent à s'imposer et à engranger quelques résultats dont la mesure du succès

s'apprécie en termes de reconnaissance du mouvement comme interlocuteur valide et porteur de revendications légitimes. L'impact des mouvements citoyens est à appréhender aussi en termes de dénonciation et de mobilisation sociale en ce qu'ils sont parvenus à sensibiliser l'opinion publique de la dégradation de la cohésion sociale et la nécessité de la réconciliation nationale. Partant, ces mouvements sont incontournables et sont pris en compte sur l'agenda des politiques publiques parce que considérés d'une manière ou d'une autre comme des interlocuteurs légitimes.

Au titre de la reconnaissance des mouvements citoyens comme interlocuteurs valides et porteurs des aspirations légitimes, il est noté qu'en dépit de la mise en mal de leur crédibilité, les mouvements sont perçus comme des partenaires par les autorités du pays et les chancelleries étrangères. Aussi, ils reçoivent des invitations des partis politiques de l'opposition lors des marches de contestation ou de dénonciation et de la part de l'administration publique pour participer à des rencontres sur la réconciliation nationale ou le vivre ensemble. En outre, certains mouvements citoyens sont parvenus à inscrire les questions de réconciliation nationale et le retour des exilés politiques dans l'agenda politique qui, selon certains mouvements citoyens, sont à mettre à leur actif. De façon substantielle, les mouvements citoyens jeunes sont parvenus à influencer le contenu des politiques et à inscrire certains problèmes sur l'agenda politique. Cette influence sur les politiques s'apprécie à travers les actions menées sur le renforcement de la sécurité et la bonne gouvernance qui sont des leviers essentiels pour la cohésion sociale.

En rapport avec l'insécurité du pays, constatant l'instabilité des alignements politiques de la classe politique sur les questions sécuritaires, les mouvements citoyens jeunes s'en sont saisis pour interpeller la classe politique sur la nécessité d'une union des forces vives de la nation pour lutter contre le terrorisme et l'insécurité. A ce sujet, ils ont déploré la démission de la classe politique burkinabè qui est restée campée sur ses intérêts personnels et égoïstes. Ils ont relevé la responsabilité politique des partis en particulier l'opposition qui pense se saisir du contexte sécuritaire pour redorer son blason afin de revenir à la gestion du pouvoir d'Etat. L'existence de conflits et de divisions entre les élites politiques sur les questions sécuritaires s'est présentée comme une occasion pour interpeller et rappeler à l'union de la classe politique pour lutter contre le terrorisme. Ainsi, le consensus établi entre la classe politique par la mise en place du dialogue politique national est mis à l'actif des mouvements. Toujours au titre des questions sécuritaires, les mouvements ont interpellé le Gouvernement sur la nécessité d'encadrer les groupes d'auto-défense et l'impératif de renforcer l'équipement des forces de défense et de sécurité. A la suite des interpellations et, en synergie avec d'autres acteurs, les autorités politiques ont également entrepris des mesures d'encadrement des communautés dans la lutte contre le terrorisme en instituant de système de volontariat pour la défense de la patrie (VDP) dans lequel la grande majorité des groupes d'auto-défense ont été incorporés.

En plus, en termes de prévention de l'extrémisme violent et de la sensibilisation sur le vivre-ensemble, certains mouvements en particulier le Balai citoyen en lien avec d'autres

organisations ont mené plusieurs actions en la matière. Dans ce cadre, le Balai citoyen a conduit dans la région de l'Est, une des régions en proie à l'insécurité, des sensibilisations sur le dialogue intergénérationnel, la promotion de la paix, le vivre-ensemble et contre l'extrémisme violent. En ce qui concerne la bonne gouvernance, les mouvements citoyens ont conduit plusieurs actions de dénonciation, d'interpellation et de sensibilisation sur la gouvernance post-insurrectionnelle qui ont contraint les autorités politiques à opérer des ajustements. En effet, *durant la période post-insurrectionnelle, les mouvements citoyens jeunes ont souligné l'existence de graves déficits sur la question de la gouvernance.* Pour ce faire, les mouvements ont mené plusieurs actions de dénonciation et d'interpellation sur la mauvaise gouvernance, un facteur mettant à mal la cohésion sociale. *Ils soutiennent que la "barque Burkina Faso est percée" en raison de l'incapacité du gouvernement à anticiper les crises, à s'inscrire dans la rupture et à proposer des solutions innovantes aux préoccupations légitimes du peuple burkinabè. Ils ont aussi dénoncé l'attitude des autorités qui a consisté à se contenter d'exercer le pouvoir d'Etat sans vision, ni autorité affirmée de l'Etat, ni courage politique. Pour ce faire, ils ont exhorté le gouvernement à promouvoir une gouvernance vertueuse car, selon eux, la gouvernance actuelle est caractérisée par le clientélisme, la corruption, la gabegie, le copinage et l'opulence d'une minorité. En d'autres termes, ils ont relevé que la gouvernance post-insurrectionnelle est l'accomplissement ultime de la cacophonie, du regain du népotisme oligarchique et des détournements à ciel ouvert et de l'incivisme, etc.*

Des voix se sont élevées pour protester contre la perpétuation d'un régime de privilèges, de détournement des ressources naturelles comme l'or (affaire du charbon fin), l'adoption de textes favorables à la classe dirigeante, etc. L'ensemble des actions de dénonciation et d'interpellation a participé à la cohésion sociale en ce que la mauvaise gouvernance conduit en général à des insurrections et ces corollaires d'insécurité qui met à mal le vivre-ensemble. D'ailleurs, les inégalités sociales, les crimes économiques, les tensions latentes au sein des communautés liées à la gestion des ressources naturelles et les actions des groupes d'auto-défense ont constitué les terreaux fertiles de l'expansion du terrorisme dans le pays. En conséquence, nombre d'ajustements opérés relatifs aux dénonciations et interpellations des mouvements citoyens jeunes en synergie avec d'autres acteurs, sont à mettre à l'actif de ces derniers.

Discussion

Plusieurs facteurs ont impacté la crédibilité et l'efficacité des mouvements citoyens jeunes sous l'ère post-insurrectionnelle en matière de contribution au renforcement de la cohésion sociale. Les accointances avec les partis politiques et les dérives sous la transition ont fortement dégradé l'image des mouvements citoyens jeunes. Au sujet des connivences avec les autorités de la transition, Hagberg et al (2017, p. 44) indiquent : « Le rôle joué par certaines OSC a suscité le débat sur la neutralité et la politisation réelle ou supposée de celles-ci. Les accusations de connivence entre certaines OSC et des leaders de la Transition ont affaibli, aux yeux de l'opinion publique, les OSC prises entre le feu des attaques des syndicats et autres militants de la gauche traditionnelle, et les partisans ou autres

sympathisants du régime Compaoré. Le moins qu'on puisse dire est qu'il y a des OSC qui ne sont pas sorties indemnes de ces épreuves de 2014 à 2016 ».

Cette analyse est partagée par Oulon (2018, p.126-127) qui soutient que « les OSC ont bénéficié de la largesse du Chef du gouvernement de la transition. Des autorités de la transition se sont mises à financer les OSC dont les leaders menaient un train de vie qui n'a rien à voir avec leur source de revenu ».

La création des mouvements citoyens par des partis politiques qui ont été des instruments de mobilisation et de combat, a aussi porté préjudice à l'efficacité de l'ensemble des mouvements à mener des actions citoyennes en termes de renforcement de la cohésion sociale. Il est mis en évidence le caractère partisan de certaines OSC vis-à-vis des partis politiques et les achats de conscience opérés par ces partis. A cet effet, Oulon (2018, p.129) affirme que sous la transition politique « les organisations de la société civile qui s'agitaient sur le champ politique sont des répondants de partis politiques et des créations de ces chapelles. La naissance de ces mouvements spontanés est le fait du MPP, car créés ou suscités et soutenus par ce parti. Les financements des OSC participaient à étouffer leurs actions de vigilance sur la transition et à les avoir comme alliés ».

Le constat est que la collaboration entre acteurs politique et OSC est souvent conjoncturel et éphémère. La preuve est que de nos jours les mouvements citoyens ont essuyé plusieurs attaques des acteurs politiques (CDP et MPP). A propos de ce rapport de force entre OSC et partis politiques, Jacquemot (2020, p. 64) souligne que la conflictualité entre politique et social est au cœur même du processus démocratique.

Par ailleurs, les divergences et les conflits internes aux mouvements citoyens du fait des problèmes de leadership et de l'opacité de la gestion financière ont aussi affecté la crédibilité et réduit l'efficacité des OSC à contribuer au recouvrement de la cohésion sociale à travers des actions citoyennes. Le trouble au sein des mouvements citoyens qui a suscité beaucoup d'interrogations sur le patriotisme et l'esprit de veille citoyenne, relève aussi des ingérences des politiques. Les mouvements citoyens sont souvent composés de jeunes qui sont susceptibles d'être instrumentalisés et exploités à des fins politiciennes. S'inscrivant dans la même optique, Bangré (2016, p.8) soutient que les dissidences au sein des OSC et les démissions sont parfois provoquées par le pouvoir en place. Au continuum de cette réflexion, d'autres auteurs (Akindès et Zina, 2016, p.88) restent optimistes car, selon eux, « il sera difficile pour l'État de contrôler et de museler ces mouvements sociaux, comme ce fut le cas durant la période du parti unique ». Par ailleurs, Oulon (2018, p.155) souligne que « le point positif de l'insurrection populaire est l'élévation du niveau de conscience et de la veille citoyenne » des Burkinabè. C'est ce qui conduit justement Jacquemot (2020, p.65), à soutenir que les mouvements citoyens jeunes se sont installés comme « des acteurs de la veille citoyenne sur l'action du gouvernement et la bonne gestion des collectivités locales et s'investissent dans des actions d'interpellation et de dialogue politique aussi bien au niveau national que local tout en s'inscrivant dans une perspective plus pérenne de co-construction entre les populations et le politique ».

L'impact des mouvements citoyens en matière de cohésion sociale est à appréhender au travers des effets des dénonciations, des interpellations et de sensibilisation. Les mouvements citoyens jeunes sont parvenus à influencer le contenu des politiques et à inscrire certains problèmes sur l'agenda politique en matière de renforcement de la sécurité et la bonne gouvernance qui sont des leviers essentiels de la cohésion sociale. En rapport avec l'insécurité du pays, les autorités politiques ont également entrepris des mesures d'encadrement des luttes communautaires contre le terrorisme en instituant le système de volontariat pour la défense de la patrie dans lequel, la grande majorité des groupes d'auto-défense se sont intégrés avec d'autres acteurs. Pour ce qui est de la bonne gouvernance, les mouvements citoyens ont conduit plusieurs actions de veille citoyenne (sur la gouvernance post-insurrectionnelle) qui ont contraint les autorités politiques à opérer des ajustements.

En outre, ils sont parvenus à porter les questions de réconciliation nationale et le retour des exilés politiques sur l'agenda politique, autant d'actions qu'il faut mettre à leur actif. De plus, en dépit de la mise à mal de leur crédibilité, les mouvements sont perçus comme des partenaires par les autorités (Parti au pouvoir, Gouvernement, Oppositions) du pays et les chancelleries étrangères en ce sens qu'ils sont reçus comme des interlocuteurs valides et porteurs des aspirations légitimes. Pour Revillard (2003, p. 7), la résilience et les ajustements opérés par les autorités politiques du fait des actions de veille des mouvements citoyens sont à catégoriser en trois types d'impacts dont : l'impact substantiel (changement du contenu des politiques en fonction des demandes du mouvement), l'impact procédural (ouverture des voies de participation aux représentants du mouvement et reconnaissance comme interlocuteurs légitimes) et enfin, l'impact structurel (transformation de la structure des opportunités politiques du fait des activités du mouvement).

Conclusion

A travers cette étude sur les mouvements citoyens jeunes et le renforcement de la cohésion sociale au Burkina Faso, il s'est agi de s'interroger sur les facteurs influençant la contribution citoyenne des mouvements au renforcement du vivre ensemble. Dans l'optique de répondre à ce questionnement, des techniques et outils de production de données socio-anthropologiques ont été mobilisés. L'objectif étant d'analyser les facteurs contextuels et internes aux mouvements qui jouent sur leur contribution en matière de construction de la cohésion sociale. Le travail de recherche s'est inscrit dans une posture qualitative ; ce qui a consisté à recueillir par voie d'entretiens, d'observation et de revue documentaire sur les problématiques liées à la contribution des OSC au renforcement de la cohésion sociale.

La recherche a mis en évidence la contribution mitigée des mouvements citoyens jeunes au renforcement de la cohésion sociale du fait des facteurs contextuels et internes. Il ressort aussi de l'analyse que ces mouvements ont développé des stratégies de résilience qui ont consisté au renforcement de leur représentativité territoriale, à la diversification

de leurs sources de financement et à la conduite d'actions spécifiques de veille citoyenne en lien avec la bonne gouvernance et la sécurité pour le renforcement du vivre ensemble. Aussi, il ressort, en termes d'impact, que les mouvements citoyens jeunes sont parvenus à inscrire certaines préoccupations socio-politiques sur l'agenda des autorités burkinabè en matière de renforcement de la sécurité et de la bonne gouvernance. Le positionnement des OSC et autres acteurs en termes de négociation sur le terrorisme sont d'autres perspectives de recherche à explorer.

Références bibliographiques

- Akindès Francis & Zina Ousmane. (2016). « L'État face au mouvement social en Afrique » n°6, pp.83-88 <https://www.cairn.info/revue-projet-2016-6-page-83.htm>
- Bangré Habibou .2016. « La nouvelle opposition en RDC : les mouvements citoyens de la jeunesse »,Notesdel'IFRI,Paris, [En ligne], consultable sur URL:https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/habibou_bangre_opposition_rdc.pdf
- Bonnecase Vincent. (2015). « Sur la chute de blaise Compaoré. Autorité et colère dans les derniers jours d'un régime », *Politique africaine*, n°137, pp.151-168 [En ligne], consultable sur URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2015-1-page-151.htm>
- Awenengo-Dalberto Séverine. (2011). « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse ». *Les carnets du CAP*, pp.37-65.
- Degorce Alice & Augustin Palé. (2018). « Performativité des chansons du Balai citoyen dans l'insurrection d'octobre 2014 au Burkina Faso », *Cahiers d'études africaines*, n°229, pp.127-153, [En ligne], consultable sur URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/21852>
- Gorovei Domnica. (2016). « Le rôle des mouvements citoyens dans le processus électoral en Afrique subsaharienne : le cas du "Balai citoyen » ». *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, n°4, pp.511-537
- Hagberg Sten et al (2015). « Au cœur de la révolution burkinabè », *Anthropologie & développement*, n°42, pp.199-224 [En ligne], consultable sur URL: <http://journals.openedition.org/anthropodev/499> ; DOI : 10.4000/anthropodev.499 <https://journals.openedition.org/anthropodev/pdf/499>).
- Hagberg Sten et al (2017). « Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016, Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina Faso nouveau », *Africa Studies*, p.97.

- Hilgers Mathieu & Loada Augustin. (2013). « Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso », *Politique africaine*, n°3, pp.187-208, [En ligne], consultable sur URL: <http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2013-3-page-187.htm>
- Hilgers Mathieu & Mazzocchetti Jacinthe. (2006). « L'après-Zongo : entre ouverture politique et fermeture des possibles », *Politique africaine*, n°1, pp.5-18 [En ligne], consultable sur URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2006-1-page-5.htm>
- Jacquemot Pierre. 2020. *De l'élection à la démocratie en Afrique*, Editions Fondation Jean Jaurès, France
- Lompo Miyemba. 2018. « Dynamiques locales et gouvernance au Burkina Faso, l'expérience de la commune rurale de Botou », Thèse de doctorat unique de sociologie, Université Joseph KI-ZERBO
- Mathieu Lilian. (2004). « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective ». Editions Technip & Ophrys, *Revue française de sociologie*, n°3, pp.561-580 [En ligne], consultable sur URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-sociologie-1-2004-3-page-561.htm>
- Natielse Kouléga Julien. (2013). « Le Burkina Faso de 1991 à nos jours : entre stabilité politique et illusionnisme démocratique », Thèse pour le Doctorat en Science politique, *Science politique. Université Montesquieu - Bordeaux IV*, [En ligne], consultable sur URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00869173>.
- Oulon, Atiana Serge (2018). *Insurrection populaire d'octobre 2014 au Burkina Faso : Les trahissions*, Presse universitaire, Ouagadougou.
- Revillard Anne. (2015). « La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage » [En ligne], consultable sur URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01141740>
- Dimé Mamadou et al. (2021). « Entre la rue et l'internet : pratiques revendicatives et stratégies de mobilisation de Y'en a marre, du Balai citoyen, Filimbi et de la Lucha » *Afrique et développement*, N°. 4, pp. 53-76, [En ligne], consultable sur URL: <https://codesria.org/spip.php?article3161&lang=fr>.